

**EXTRAIT DU REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU BUREAU DU SYNDICAT
DU 8 AVRIL 2015**

FN/RT

**OBJET : N° 4.1.1 – TECHNIQUE –
SEBA EAU POTABLE PRODUCTION / FOURNITURE EN GROS -
REGULATION DU RESEAU OSSATURE PONT-DE-VEYRIERES/GERBIAL –
APPROBATION DU PROGRAMME – CHOIX DU MAÎTRE D'ŒUVRE –
CONVENTION MISSION MANDAT -**

L'an deux mille quinze, le huit du mois d'avril à neuf heures quinze minutes, le BUREAU DU SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDECHE - S.E.B.A. -, dûment convoqué par le Président du Syndicat, s'est réuni au siège du Syndicat, sis quartier Les Vergnades à LARGENTIERE, sous la présidence de M. Jean PASCAL, Président du Syndicat.

Etaient présents :

M. Jean PASCAL, Président du Syndicat,
M. Gilles DEVANCIARD, Vice-Président du Syndicat,
M. Philippe SAUBIN, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Claude BACCONNIER, Vice-Président du Syndicat,
M. Angelin RAMANMALI, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Manuel GARRIDO, Vice-Président du Syndicat,
M. Philippe MERINE, Vice-Président du Syndicat,
M. Christian FAUGIER, Vice-Président du Syndicat,
Mme Geneviève CHASTAGNIER, Vice-Présidente du Syndicat

M. Joseph FALLOT, Membre du Bureau,
M. James BELLOT, Membre du Bureau,
Mme Dominique CHAGNOL, Membre du Bureau.

Etaient absents excusés :

M. Jacques CHARRIERE, Vice-Président du Syndicat,

M. Jean-Marie DURIEU, Membre du Bureau,
M. Patrice FLAMBEAUX, Membre du Bureau.

Etaient absents :

M. René UGHETTO, Membre du Bureau,
M. Marc SOUTEYRAND, Membre du Bureau,
M. Stéphane CIVIER, Membre du Bureau,
M. Jean-Pierre IMMACOLATO, Membre du Bureau,
Mme Jessica KONARZEWSKI, Membre du Bureau.

A été élu secrétaire de séance : M. Angelin RAMANMALI.

OBJET : N° 4.1.1 – TECHNIQUE –**SEBA EAU POTABLE PRODUCTION / FOURNITURE EN GROS –
REGULATION DU RESEAU OSSATURE PONT-DE-VEYRIERES/GERBIAL –
APPROBATION DU PROGRAMME – CHOIX DU MAÎTRE D'ŒUVRE –
CONVENTION MISSION MANDAT -**

(La présente délibération a été soumise à l'examen du Bureau en vertu de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération du Comité Syndical en date du 26 mai 2014).

Lors de l'évolution des statuts du SEBA en 2013, le Comité Syndical a souhaité préciser la Compétence 3 : Eau potable- Production et fourniture en gros.

« Elle comprend la production et la fourniture en gros d'eau potable à partir de l'usine de Pont-de-Veyrières située à Meyras et de l'usine de Gerbial située à Grospièrres et comprend les équipements nécessaires à la garantie d'un niveau de service commun pour tous territoires et collectivités adhérents [...] à savoir :

- *Les unités de production précitées ;*
- *Le réseau ossature principal [...] ;*
- *Les réseaux ossature secondaires [...] ;*
- *Les réservoirs [...] ;*
- *Le ou les postes de livraison affectés à chacune des collectivités souscriptrices, complété si besoin par un poste de suppression situé immédiatement en aval, devant délivrer une pression suffisante pour la fourniture de l'eau au premier stockage des collectivités ou territoires concernés, ce dernier devant obligatoirement être raccordé au poste de livraison et être équipé d'un dispositif de régulation aux frais des collectivités ou territoires bénéficiaires ; »*

Ce dernier aspect fait l'objet du présent rapport. En effet, dans le fonctionnement actuel, chaque poste de livraison fonctionne en « tout-ou-rien », à savoir, soit ouvert en totalité, soit fermé avec pour conséquences: un débit en sortie d'usine chaotique tout au long d'une journée, d'où une qualité de l'eau difficile à maîtriser, des variations de pression sur le réseau, augmentant des risques de casses, et une utilisation de la capacité de l'usine à 57% le jour de pointe, mais à plus de 80% en débit instantané.

Il est donc proposé une régulation pour répondre aux objectifs suivants :

- Minimiser le nombre de séquences d'ouverture/fermeture des postes de livraison pour optimiser la qualité de l'eau ;
- Limiter les variations de pression sur le réseau ossature pour limiter son usure et ne pas avoir une trop forte baisse de pression en extrémité;
- Réguler le débit prélevé sur 24 heures mais en laissant à tout moment la possibilité de prélevé en instantané le débit maximal ;
- En cas de situation de crise, via l'outil de supervision, gérer au mieux en temps réel, la répartition des ressources en fonction des besoins de chaque réseau distribué ;
- Etendre la supervision aux collectivités adhérentes ;
- Pouvoir alimenter d'autres collectivités aujourd'hui hors SEBA sans incidences sur l'alimentation des collectivités adhérentes (ou pouvoir alimenter des territoires qui augmenteraient leur souscription).

D'un point de vue technique, cette régulation prendra la forme d'une vanne motorisée, en entrée de réservoir et asservie au niveau du réservoir (c'est-à-dire aux besoins en distribution). Ainsi les livraisons d'eau sont limitées quand les conditions le permettent ; si nécessaire, cette vanne s'ouvre en grand (retour à la situation actuelle).

Si le contexte du réseau le nécessite, l'organe de régulation pourra être installé au niveau du poste de livraison ; les coûts d'investissement restant néanmoins à la charge de la collectivité souscriptrice.

La maintenance et coûts d'exploitation de la régulation seront assurés par le SEBA-Production si elle est située dans le poste de livraison, par la Collectivité souscriptrice si elle est située au niveau du stockage.

Il sera installé un automate pour un pilotage de l'ensemble des régulations par le SEBA-Production en cas de crise.

Pour la mise en marchés de cette action, il est proposé de privilégier une seule maîtrise d'ouvrage (le SEBA-Production) et une seule maîtrise d'œuvre, le tout, dans le cadre d'une convention de mission de mandat avec les collectivités adhérentes.

Le coût est estimé à 230 000 €/HT pour la partie travaux (dont 155 000 € à la charge du SEBA-Distribution) et 265 000 € HT pour la totalité des dépenses. Des demandes de subvention seront adressées au Conseil Général dans le cadre des contrats « Ardèche Terre d'Eau » sur chacune des territoires concernés et à l'Agence de l'Eau, soit dans le cadre des aides classiques (30 % envisageable), soit dans la cadre de l'appel à projets « Economies d'eau ».

Il est également proposé, dans le cadre de cette opération, de remplacer les compteurs existant sur les postes de livraison et de plus de douze ans par des débitmètres dont les mesures sont notamment plus fines sur les faibles débits dont l'estimation est chiffrée à 100 000 €/HT.

Le Bureau Syndical est appelé à délibérer sur les points suivants :

- APPROUVER, en déclinaison des statuts du SEBA, le programme de régulation du réseau ossature tel que présenté ci-dessus et dont le coût est estimé au total à 365 000 €HT ;
- PROPOSER à chacune des collectivités adhérentes d'assurer la maîtrise du programme dans le cadre d'une convention de mandat et autoriser le Président à signer tous documents;
- LE CAS ECHEANT, mener la consultation et retenir un maître d'œuvre, dans le cadre d'un marché à procédure adaptée et sur la base des critères suivants :
 - Valeur technique (appréciée notamment en fonction de la note méthodologique du candidat, de son appréhension du contexte, des moyens et qualifications du candidat) avec une pondération de 60 %,
 - Prix avec une pondération de 40 % ;
- SOLLICITER les aides du Conseil Général, de l'Agence de l'Eau et du Conseil Régional.

Après en avoir délibéré, le Bureau du Syndicat, à l'unanimité des membres présents **ADOpte** l'ensemble des propositions ci-dessus.

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME,
Le Président,

Jean PASCAL